



CHAPITRE 164

LOI CONCERNANT LES ACTIONS PÉNALES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des actions pénales.*

2. 1. Une action, poursuite ou dénonciation en recou- Prescription
vrement d'une amende imposée par un statut ou une des actions
loi pénale qui décrète que l'amende est attribuée à la en recouvre-
couronne seulement, ne peut être intentée ou faite que ment d'amen-
dans les deux années du jour où l'infraction a été faite des apparte-
mise contre les dispositions de ce statut ou de cette loi nant à la cou-
pénale. ronne.

2. Une action, poursuite ou dénonciation en recou- Prescription
vrement d'une amende imposée par un statut ou une loi pé- des actions
nale, dont le bénéfice et la poursuite sont réservés par en recouvre-
ce statut ou cette loi à la couronne et à toute autre ment d'amen-
personne qui peut en poursuivre le recouvrement, peut des apparte-
être intentée ou faite par cette autre personne dans le nant à la cou-
cours d'une année du jour où l'infraction a été commise, ronne et à
et non plus tard; et, à défaut de poursuite de la part d'autres.
de cette personne, elle peut être intentée pour la cou-
ronne, dans le cours des deux années qui suivent l'expir-
ation de cette première année.

3. Toute action, poursuite ou dénonciation intentée Effet de la
ou faite pour contravention à un statut ou à une loi pé- prescription.
nale après le temps prescrit à cet égard, est nulle. S. R.
(1909), 7532.

3. L'article 2 s'applique uniquement aux cas pour Application
lesquels la loi n'a rien prévu, et rien de contenu dans de l'article
la présente loi ne doit avoir l'effet de prolonger ou éten- 2.
dre, en aucune manière, le délai pour intenter une action
ou une poursuite ou pour faire une dénonciation en
vertu de quelque statut pénal qui fixe un temps plus
court que celui prescrit par la présente loi. S. R. (1909),
7533.

Procédure à suivre.

4. A moins que le tribunal ou le juge devant lequel une poursuite doit être portée, ou que la procédure qui doit être suivie ne soient indiqués par le statut décrétant une pénalité, la poursuite est portée, instruite devant, et jugée par un magistrat d'après les dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165). S. R. (1909), 29, *partie*; 12 Geo. V, c. 14, s. 1.

Droit d'intenter l'action.

5. Si le statut qui décrète une pénalité en autorise le recouvrement devant un tribunal de juridiction civile, mais sans attribuer à personne le droit d'intenter la poursuite, l'action peut être intentée par toute personne majeure, en son nom particulier. S. R. (1909), 29, *partie*; 7 Geo. V, c. 12, s. 1.

Frais.

6. Le tribunal, le juge ou le magistrat, saisi d'une poursuite pour pénalité, peut, dans tous les cas, accorder les frais et dépens au poursuivant lorsque l'action est maintenue, ou au défendeur lorsqu'elle est renvoyée. S. R. (1909), 29, *partie*; 3 Geo. V, c. 9, s. 1.

Poursuites en recouvrement du produit des confiscations.

7. Lorsqu'il n'a pas été prescrit d'autre mode pour faire prononcer une confiscation imposée par un statut, la procédure pour y parvenir, avec dépens, est la même que pour le recouvrement d'une dette ordinaire d'un égal montant, et elle est intentée devant le même tribunal, à la poursuite de la couronne, ou de toute partie privée poursuivant en son propre nom; mais aucune Cour de commissaires n'a juridiction en telles matières. S. R. (1909), 30.

Recouvrement de l'amende par le poursuivant en son propre nom.

8. 1. Lorsque, par la loi ou en vertu d'un règlement municipal, une personne est autorisée à poursuivre devant les cours civiles le recouvrement d'une amende ou d'une pénalité, elle peut les recouvrer en son propre nom, de la même manière que toute dette ordinaire d'un égal montant, lors même que l'amende doit entièrement ou partiellement revenir à la couronne ou à une corporation municipale.

Déposition sous serment, non requise.

2. Aucune déposition sous serment n'est requise de la part du poursuivant ni d'aucune autre personne avant cette poursuite. S. R. (1909), 7538.

Avis au procureur général ou à la corporation municipale.

9. Avis de toute action intentée devant une cour civile en recouvrement d'une amende ou pénalité revenant entièrement ou partiellement à la couronne ou à une corporation municipale, doit être signifié sans délai, par le poursuivant, au procureur général ou à la corporation mu-

nicipale; et l'original de cet avis, accompagné d'un certificat de sa signification, doit être rapporté en cour avec l'action. Aucune procédure ne peut être faite sur l'action avant tel rapport. S. R. (1909), 7539.

Signification
et rapport de
cet avis.

10. La couronne ou la corporation municipale peut intervenir dans l'instance, en tout état de cause, pour y protéger ses intérêts et conduire la cause à jugement. S. R. (1909), 7540.

Intervention
de la cou-
ronne ou de la
corporation
municipale.

11. Le défendeur ne peut en aucun cas s'acquitter valablement, soit avant, soit après jugement, qu'en déposant au greffe le montant de l'amende et des frais. Le protonotaire ou le greffier distribue ensuite suivant la loi le montant ainsi déposé. S. R. (1909), 7541.

Dépôt de
l'amende et
des frais.

12. S'il n'a pas été établi d'autres dispositions pour l'attribution d'une amende, moitié en appartient à la couronne, et moitié à la partie privée poursuivante; à défaut de partie privée, la totalité appartient à la couronne. S. R. (1909), 31.

Destination
des amendes.

13. S'il n'existe pas de dispositions contraires, les droits, amendes, sommes d'argent ou produits de confiscation, recouvrés par la couronne en vertu d'un statut, forment partie du fonds consolidé du revenu et il en est rendu compte en conséquence. S. R. (1909), 32, *partie*.

Emploi des
sommes re-
couvrées par
la couronne.

14. Nulle disposition contenue dans une charte municipale, par laquelle des amendes sont déclarées appartenir à une corporation, n'est censée affecter le droit qu'aurait eu la couronne à la propriété de ces amendes ou de partie de ces amendes si cette disposition n'avait pas été passée. S. R. (1909), 32, *partie*.

Droit de la
couronne à
certaines
amendes.

15. S'il n'est pas fixé d'autre lieu d'emprisonnement, lorsqu'un statut prescrit l'incarcération d'une personne, la détention a lieu dans la prison commune du district où l'ordre d'emprisonnement a été donné, ou, s'il n'y a pas de prison dans ce district, elle a lieu dans la prison commune la plus rapprochée. S. R. (1909), 33.

Lieu d'em-
prisonne-
ment.

